

Etude – Situation économique et démographique des entreprises - Bilan 2025 – Perspectives 2026

Par José Bardaji, directeur Études et Prospective du Groupe BPCE,
José Correia, économiste-statisticien du Groupe BPCE,
Julien Laugier, économiste du Groupe BPCE.

Paris, le 10 février 2026

I. Conjoncture macroéconomique des entreprises

Malgré un environnement peu favorable, la croissance française a fait preuve de résilience en 2025

À 0,9 %, la croissance du PIB en France en 2025 est proche de celle de l'année passée et de sa moyenne de long terme. Elle est également voisine de la croissance de la zone euro si on exclut de celle-ci l'Irlande qui enregistre une croissance à deux chiffres. Et elle demeure supérieure à celle de l'Allemagne (0,4 %) et de l'Italie (0,7 %). Seule ombre au tableau, la croissance en France provient d'abord de la reconstitution des stocks et, dans une moindre mesure, de la demande intérieure tandis que la demande extérieure fléchit. Pour le début de l'année 2026, le climat des affaires revient à un niveau très proche de sa moyenne de long terme après un point bas à l'été, signe également de l'amélioration de la situation des entreprises en France depuis l'automne.

Les sociétés non financières (SNF) pourraient enregistrer un besoin de financement sur l'année

Les ratios économiques des SNF se dégradent sur l'année. Le taux de marge se replie mais reste à un niveau élevé. La baisse du taux d'épargne est plus marquée, en raison de l'alourdissement de la charge d'intérêt. Toutefois, le taux d'investissement se stabilise. Ajouté à l'alourdissement du coût de stockage, il en résulte un léger besoin de financement sur les trois premiers trimestres de l'année.

Les flux de placements et de financements des SNF sont en légère hausse

Sur les 4 derniers trimestres, les flux de placements des SNF progressent de 12 Md€ sur un an, à 44 Md€. Bien que plus mesurés, les flux de financements sont également en hausse, de +5 Md€ à 110 Md€. Au sein de ces derniers flux, ce sont les titres de créance et les emprunts bancaires qui enregistrent les plus fortes augmentations : à 65 Md€ après 27 Md€ en 2024.

II. Diagnostic de la démographie des entreprises en 2025

1,2 million d'entreprises créées, niveau record

La démographie des entreprises est particulièrement dynamique. Avec près de 1,2 million de créations d'entreprises sur l'année, c'est un niveau record. Les micro-entrepreneurs représentent près des deux tiers des créations, les sociétés 26 % et les entrepreneurs individuels (EI) 9 %. La hausse enregistrée sur l'année, de +5 %, provient des micro-entrepreneurs et des sociétés (+6 %) tandis que les créations d'EI classique reculent (-3 %). Les créations sont très dynamiques dans le commerce (+12 %), l'information et la communication, les activités immobilières et le soutien aux entreprises (+9 %) ; ces dernières représentant plus d'un quart des créations. En revanche, elles reculent dans la construction (-3 %) et sont quasi-atonnes dans l'industrie et les services aux ménages.

Sur 10 ans, le phénomène est massif avec le doublement des créations ($\times 2,1$), principalement du fait des micro-entrepreneurs ($\times 2,8$) et des sociétés ($\times 1,7$) tandis que les créations d'EI sont restées globalement stables, entre 106 000 et 144 000 créations annuelles sur la période. Par secteur d'activité, le transport et l'entreposage d'une part et l'information et la communication d'autre part sont les plus dynamiques avec des créations multipliées par 5 et par 3 respectivement.

68 650 défaillances d'entreprises en 2025 (+2 % sur un an) mais le nombre d'emplois menacés recule (-9 %)

Le niveau record de défaillances d'entreprises sur 12 mois a été atteint en septembre 2025, avec près de

BPCE L'Observatoire

68 800 défaillances, et le nombre d'emplois menacés un an plus tôt. Au 4^e trimestre 2025, le nombre de défaillances est quasi-stable sur un an, à 18 400 (-1 % par rapport au 4^e trimestre 2024).

Le nombre d'emplois menacés recule de 9 % sur un an, surtout pour les microentreprises (-11 %) et les entreprises de taille intermédiaire et grandes (-19 %).

La stabilité d'ensemble de la fréquence des défaillances en 2025 masque des dynamiques contrastées

A 1,11 % en 2025, la fréquence de défaillances est globalement stable par rapport à 2024, et retrouve presque son niveau de 2019. Ici encore, la moyenne d'ensemble masque des dynamiques contrastées :

- par taille d'entreprises d'abord : si la fréquence de défaillances est quasi-stable pour les entreprises sans salarié, elle recule pour les entreprises de 1 à 9 salariés (-15 pb) mais progresse encore pour les entreprises de 10 à 49 salariés (+8 pb) et pour celles de 50 salariés et plus (+13 pb) ;
- par secteur d'activité ensuite : au sein des PME-ETI et GE, la fréquence de défaillances progresse de 10 pnb. Les entreprises de services aux entreprises et aux ménages enregistrent une hausse de moindre ampleur. En outre, le taux de créations d'entreprises est en hausse. La situation est tout autre pour l'industrie (+29 pb de fréquence de défaillances alors que le taux de créations recule légèrement) et davantage encore pour les activités immobilières (+53 pb) ;
- par territoire enfin : les fréquences de défaillances sont plus élevées en Ile-de-France, en Haute-Normandie et dans les DOM. Sur un an, elles progressent en Haute-Normandie (+0,74 pp), dans le Nord Pas-de-Calais (+0,55 pp), les Pays de la Loire (+0,48 pp), en Guadeloupe (+1,44 pp) et Guyane (+3,19 pp). Elles reculent en Basse-Normandie (-0,27 pp), en Bourgogne (-0,30 pp), en Alsace (-0,48 pp), en Lorraine (-0,42 pp), en Martinique (-0,60 pp) et à la Réunion (-1,05 pp).

III. Analyse du lien entre démographie des entreprises et activité économique

Une corrélation significative entre les grandeurs...

Il semble assez naturel de considérer que les grandeurs démographiques et économiques interagissent entre elles, en premier lieu l'état de l'économie illustré par l'évolution de la valeur ajoutée des branches marchandes non agricoles d'une part et la démographie des entreprises, créations et défaillances d'autre part.

C'est bien le cas, ce lien est étroit : lorsque l'activité croît, les créations progressent et les défaillances diminuent. Ce lien apparaît plus fort avec les défaillances qu'il ne l'est avec les créations. Il est synchrone, avec très peu d'effets retards ou avancés. Il est constant dans le temps, surtout pour les défaillances. Une forme de rupture apparaît toutefois avec les créations à partir de 2016 qu'il est possible d'expliquer par l'ubérisation d'une frange de l'économie française, en particulier au sein du secteur des transports. Enfin, le lien entre l'activité et les défaillances est plus tangible pour certains secteurs, tels l'industrie, le commerce, les transports et les services aux entreprises.

... qui permet d'expliquer les défaillances sur longue période

La corrélation laisse attendre une causalité que la littérature économique documente, de l'activité et les créations d'entreprises vers les défaillances¹. Estimée sur données annuelles depuis le début des années 1990, cette relation signale notamment l'effet des créations d'entreprises (hors micro-entrepreneurs) sur les défaillances : une hausse de 1 % des créations occasionne une hausse de 0,5 % des défaillances au bout de 3 ans et par une hausse de 0,9 % au bout de 10 ans.

Lors de la 1^{ère} moitié des années 2010, les créations ont très faiblement alimenté les défaillances. Au cours de la 2^e moitié des années 2010, elles les ont accrues à hauteur de 1,3 point de pourcentage chaque année. Enfin, depuis 2021, l'impact est plus massif encore (2 pp en moyenne chaque année), en raison de la dynamique passée des créations. Sur cette dernière période, les créations sont ainsi à l'origine d'une hausse de 10 % des défaillances.

Les défaillances pourraient rester stables en 2026, à environ 69 000

Fort de cette relation macro-économétrique, et au regard des perspectives économiques sur l'année 2026 avec une croissance du PIB attendue à 1,0 % en France, les défaillances devraient rester stables sur l'année, s'établissant à environ 69 000.

¹ Cf. C. DOLIGNON : Facteurs explicatifs des évolutions récentes des défaillances d'entreprises : une analyse économétrique, Lettre Trésor-Éco n°84, Février 2011.

BPCE L'Observatoire

Toute utilisation de ces données doit s'accompagner de la mention « BPCE L'Observatoire ».

**A partir des données extraites et retraitées par nos économistes, BPCE L'Observatoire est aujourd'hui en mesure de fournir une analyse statistique et économique très détaillée des défaillances d'entreprises.*

À propos de BPCE L'Observatoire

BPCE L'Observatoire recouvre l'ensemble des publications et des études réalisées par les économistes et les experts métiers du Groupe BPCE sur les sujets d'économie et de société, en lien avec nos activités de banquier et d'assureur. Tout au long de l'année, de nombreuses thématiques sont traitées : immobilier, épargne, entreprise, assurance, paiement, santé, sport, etc.

À propos du Groupe BPCE

Le Groupe BPCE est le deuxième acteur bancaire en France et le quatrième de la zone euro par les fonds propres. Avec 100 000 collaborateurs, il est au service de 35 millions de clients dans le monde, particuliers, professionnels, entreprises, investisseurs et collectivités locales. Il est présent dans la banque de proximité et l'assurance en France avec ses deux grands réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne ainsi que la Banque Palatine et Oney. Il déploie également au niveau mondial les métiers de gestion d'actifs et de fortune, avec Natixis Investment Managers, et de banque de grande clientèle avec Natixis Corporate & Investment Banking. La solidité financière du Groupe est reconnue par quatre agences de notation financière avec les notes LT de rang senior préféré suivantes : Moody's (A1, perspective négative), Standard & Poor's (A+, perspective stable), Fitch (A+, perspective stable) et R&I (A+, perspective stable).



groupebpce.com